



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE

A/34/371
6 août 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance à Sao Tomé-et-Principe

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 33/125 du 19 décembre 1978 relative à l'assistance à Sao Tomé-et-Principe, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle à Sao Tomé-et-Principe et de faire procéder à une étude de la situation économique de Sao Tomé-et-Principe et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
2. Le Secrétaire général a envoyé une mission d'étude à Sao Tomé-et-Principe pour y procéder à des consultations avec le gouvernement sur la situation économique et les progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique. Le rapport de la mission, que l'on trouvera ci-joint, décrit la situation économique et financière du pays, examine les besoins en matière d'aide alimentaire, et résume les progrès qui ont été réalisés en ce qui concerne l'exécution des projets entrant dans le cadre du programme spécial d'assistance économique.
3. Dans la résolution 33/125, le Secrétaire général était également prié de continuer à étudier avec le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe la question de l'organisation d'une réunion de donateurs et, à cet égard, de coordonner l'action entreprise avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Afrique et la Banque mondiale. Des consultations initiales avec le gouvernement ont eu lieu à l'occasion de la visite de la mission d'étude. Une fois que les consultations avec les trois organismes cités plus haut auront pris fin, on prévoit d'en transmettre les résultats au gouvernement pour qu'il les étudie avant d'aller plus avant.

*A/34/150.

4. Au paragraphe 5 de la résolution 33/125, l'Assemblée générale a invité plusieurs organismes et institutions spécialisés des Nations Unies à attirer l'attention de leurs organes directeurs pour qu'ils examinent la question sur l'assistance qu'ils apportent à Sao Tomé-et-Principe, et de rendre compte des résultats de leur assistance et de leurs décisions au Secrétaire général en temps voulu pour que l'Assemblée puisse les examiner à sa trente-quatrième session. Par ailleurs, au paragraphe 7, l'Assemblée a prié les institutions spécialisées et autres organismes compétents des Nations Unies de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'ils avaient prises et les ressources qu'ils avaient rendu disponibles pour aider Sao Tomé-et-Principe. Le texte de la résolution 33/125 a été communiqué aux institutions et organismes intéressés et leur attention a été attirée sur les demandes spécifiques que leur a adressé l'Assemblée. Leurs réponses seront publiées sous forme d'additif au présent rapport.

/...

ANNEXE

Rapport de la mission d'étude qui s'est rendue à
Sao Tomé-et-Principe

(3-6 avril 1979)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION	1 - 6	2
II. LA SITUATION ECONOMIQUE	7 - 21	2
A. Généralités	7 - 14	2
B. Finances publiques	15 - 17	3
1. Budget ordinaire	15 - 16	3
2. Budget d'investissement	17	5
C. Balance des paiements	18 - 21	5
III. AIDE ET SECURITE ALIMENTAIRES	22 - 30	7
A. Aide alimentaire en 1978	23 - 24	7
B. Besoins alimentaires pour 1979	25 - 30	7
IV. EXECUTION DES PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE - ETAT D'AVANCEMENT	31 - 35	10

APPENDICES

- I. Etat de l'assistance internationale à Sao Tomé-et-Principe en avril 1979
 - A. Assistance bilatérale
 - B. Assistance multilatérale
- II. Description des projets de développement

I. INTRODUCTION

1. Conformément à la résolution 32/96 de l'Assemblée générale adoptée le 13 décembre 1977, le Secrétaire général a envoyé une mission à Sao Tomé-et-Principe en vue de procéder à des consultations avec le Gouvernement sur les besoins urgents et de recenser les problèmes économiques auxquels le pays doit faire face.
2. Le 19 décembre 1978, l'Assemblée générale a adopté la résolution A/33/125 dans laquelle elle a souscrit pleinement à l'évaluation et aux recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'assistance à Sao Tomé-et-Principe (A/33/120) et a réitéré son appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte une aide financière, matérielle et technique à Sao Tomé-et-Principe.
3. L'Assemblée générale a aussi prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude sur la situation économique de Sao Tomé-et-Principe et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
4. Le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission d'étude se rende à Sao Tomé-et-Principe du 3 au 6 avril 1979 en vue de procéder à des consultations avec le gouvernement sur la situation économique et de recueillir des renseignements sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique. La mission était dirigée par le Cordonnateur des programmes d'assistance économique spéciale du Bureau des questions politiques spéciales.
5. La mission a été reçue par le Premier Ministre et par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération. Au cours de sa visite, elle a tenu des réunions avec un comité composé de hauts fonctionnaires des ministères suivants : affaires étrangères et coopération; planification; santé; agriculture; éducation; industrie, commerce et pêche; construction, transports et communications. La mission s'est entretenue avec des membres du corps diplomatique.
6. La mission souhaite marquer combien elle a apprécié l'esprit de coopération que lui a témoigné le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe. Le gouvernement a déployé des efforts considérables en vue de préparer la visite de la mission et de fournir à celle-ci tous les renseignements dont elle avait besoin pour son étude. La mission tient aussi à remercier le personnel du PNUD du concours précieux qu'il lui a apporté.

II. LA SITUATION ECONOMIQUE

A. Généralités

7. L'économie de Sao Tomé-et-Principe a été décrite en détail dans l'annexe au rapport du Secrétaire général sur l'assistance à Sao Tomé-et-Principe (A/33/120), ci-après dénommé "le rapport principal".

/...

8. Il est dit dans le rapport principal que Sao Tomé-et-Principe est un petit pays en développement de type insulaire situé à quelque 300 kilomètres de la côte africaine qui doit faire face aux problèmes que connaissent généralement les pays de ce groupe. Il existe en outre un certain nombre de facteurs qui entravent particulièrement son développement.

9. L'économie se caractérise essentiellement par l'agriculture des grandes plantations, notamment la culture de cacao. Parmi les autres cultures d'exportation, on citera le coprah, le palmier à huile et le café. Avant l'indépendance, les plantations occupaient la plus grande partie des terres cultivées et seule une zone restreinte était consacrée à la production alimentaire locale. De ce fait, le pays était devenu fortement tributaire des importations de produits alimentaires.

10. Dans presque toutes les branches de l'économie, y compris dans le secteur vital des plantations de cacao, le développement technique était resté au niveau du XIXe siècle. Qui plus est, une grande partie de l'infrastructure du pays était non seulement vétuste mais aussi presque hors d'usage. Le désinvestissement provoqué par le non-renouvellement et le manque d'entretien du matériel a manifestement été la règle pendant de nombreuses années avant l'indépendance. L'infrastructure administrative laissait également à désirer.

11. Ainsi le nouvel Etat a hérité d'un patrimoine qui non seulement était incapable de fournir un niveau de vie convenable à ses citoyens, mais également n'avait pas été entretenu de façon suffisante pour se maintenir à ce stade peu satisfaisant et ne constituait en aucun cas un point de départ pour lancer un programme de développement efficace.

12. Une réorganisation fondamentale s'imposait donc mais était difficile à réaliser en raison du manque de formation et d'expérience des habitants de Sao Tomé-et-Principe dans tous les domaines et à tous les niveaux.

13. Le départ massif des Portugais en 1975 a provoqué une chute brutale de la production des plantations. En 1975, le volume des exportations de cacao, par exemple, n'a été que légèrement supérieur à la moitié de celui atteint en 1974. Les recettes en devises ont baissé et les réserves de change sont tombées à un niveau critique.

14. Les importations ont été strictement contrôlées et en conséquence le pays a eu en 1977 une balance commerciale légèrement favorable. Cet excédent n'a cependant été obtenu qu'au prix de nombreuses pénuries de biens importés, y compris de biens nécessaires à l'effort de développement.

B. Finances publiques

1. Budget ordinaire

15. En dépit des difficultés économiques auxquelles doit faire face Sao Tomé-et-Principe, il y a eu en 1977 un léger excédent des recettes par rapport aux dépenses courantes.

/...

16. On trouvera au tableau ci-après les données concernant le budget ordinaire pour 1977 et les prévisions de dépenses pour 1978 (les prévisions de dépenses pour 1977 sont indiquées à titre de comparaison). On notera qu'en 1977, les recettes réelles ont été considérablement supérieures aux prévisions, tandis que les dépenses réelles ont en général correspondu aux prévisions. Selon les prévisions de dépenses pour 1978, le budget ordinaire devait s'équilibrer. En 1977, les recettes courantes ont été d'environ 115 dollars par habitant, plus de la moitié des recettes proviennent de l'impôt indirect.

Tableau 1

Budget

(En milliers de dollars E.U.)

	Prévisions de dépenses et de recettes pour 1977	Dépenses et recettes effectives en 1977	Prévisions de dépenses et de recettes pour 1978
<u>Recettes ordinaires</u>			
Impôts directs	877	1 778	1 297
Impôts indirects	2 534	4 879	3 444
Autres recettes	1 649	2 600	1 955
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, recettes	5 060	9 257	6 736
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<u>Dépenses ordinaires</u>			
Dépenses générales de l'Etat	822	963	509
Ministère des affaires étrangères	215	324	235
Ministère de la coordination économique	1 130	1 391	2 103
Ministère de l'éducation	758	474	748
Ministère de l'information	304	329	410
Ministère de la santé	630	904	855
Ministère de la justice	111	107	129
Ministère du travail	149	127	173
Ministère de l'intérieur	103	85	144
Ministère de l'équipement social	686	618	1 250
Ministère de l'agriculture	152	72	179
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, dépenses	5 060	5 394	6 735
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Excédent	0	3 863	0
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

2. Budget d'investissement

17. En 1977, le Gouvernement avait prévu de consacrer 7,7 millions de dollars aux investissements. Cependant, bien que l'excédent du budget ordinaire ait permis d'affecter presque 4 millions de dollars aux investissements, les dépenses réelles n'ont été que de 6,6 millions de dollars, en raison du manque de ressources. Le budget d'investissement approuvé pour 1978 se monte à quelque 19 millions de dollars. Cependant, le financement de ce budget d'investissement n'est pas encore assuré et il est peu probable que les dépenses réelles correspondent à ce chiffre. Même en cas d'excédent budgétaire, une aide étrangère importante sera nécessaire pour financer le programme de développement.

C. Balance des paiements

18. Sao Tomé-et-Principe est un exemple classique d'une économie de monoculture d'exportation. Les exportations (de même que les importations) se sont élevées en moyenne à quelque 300 dollars par habitant au cours des deux dernières années. Plus de la moitié des importations consistent en des produits alimentaires et des produits pétroliers et 80 p. 100 des recettes d'exportation proviennent du cacao.

19. En 1975, après le départ massif du personnel d'encadrement portugais des plantations, le volume des exportations est tombé à presque la moitié du niveau atteint en 1974. Les exportations de cacao, par exemple, sont passées de 9 784 tonnes à 5 188 tonnes. En raison de la chute des exportations, les recettes en devises ont été insuffisantes pour couvrir les besoins d'importations minima et les réserves du change sont tombées à un niveau critique.

20. Après l'indépendance et la réorganisation du secteur des plantations, la production des cultures d'exportation a commencé à augmenter à nouveau. Ainsi en 1977, les exportations de cacao ont été de plus de 7 000 tonnes. En outre, le prix du cacao a, en moyenne, été élevé en 1977. Les importations étant strictement contrôlées, le pays a eu une balance commerciale légèrement excédentaire en 1977.

21. La reprise de la production des cultures d'exportation a été sérieusement entravée par la longue sécheresse que le pays a connue en 1978. La production de cacao, par exemple, n'a été que de 5 200 tonnes. La réduction du volume des exportations, liée à l'inflation générale et à l'augmentation des prix des produits pétroliers à l'importation, aura pour conséquence un déficit de la balance commerciale évalué à quelque 3,5 millions de dollars. Le tableau ci-après donne des estimations provisoires en ce qui concerne la balance des paiements pour 1977 et 1978 et les prévisions pour 1979. On notera qu'à moins d'une augmentation considérable de l'assistance internationale, le gouvernement devra faire face en 1979 à un déficit de plus de 5 millions de dollars. Etant donné le bas niveau des réserves de change, il sera extrêmement difficile au gouvernement de combler ce déficit malgré le strict contrôle des importations qu'il pratique actuellement. Il est clair que le Gouvernement ne sera pas en mesure de financer un programme de développement à moins que l'assistance internationale n'augmente considérablement, étant donné que presque tous les projets et programmes de développement de Sao Tomé-et-Principe sont fortement tributaires des importations.

/...

Tableau 2

Balance des paiements - Chiffres provisoires et prévisions a/
 (En milliers de dollars E.U.)

	1977 (chiffres provisoires)	1978 (chiffres provisoires)	1979 (prévisions)
Exportations	19 127	24 892	27 885
Importations	<u>18 178</u>	<u>20 966</u>	<u>31 422</u>
Balance commerciale	+ 949	+ 3 926	- 3 537
Invisibles courants nets <u>b/</u>	<u>- 482</u>	<u>+ 897</u>	<u>- 1 515</u>
Balance des paiements courants	- 33	+ 4 823	- 5 052
Mouvements nets de capitaux	<u>4 067 <u>c/</u></u>	<u>+ 523</u>	<u>N/C</u>
Solde général	<u>+ 4 034</u> =====	<u>+ 5 346</u> =====	

Source : Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe.

a/ Convertis au taux suivant : 1 dollar = 35,5 dobras.

b/ L'assistance internationale est incluse dans les invisibles courants.

c/ Ce chiffre élevé s'explique par un prêt octroyé par la Banque africaine de développement (BAD).

III. AIDE ET SECURITE ALIMENTAIRES

22. Les terres cultivées et l'activité agricole étant en majeure partie consacrées aux cultures d'exportation, notamment le cacao, Sao Tomé-et-Principe dépend dans une très large mesure des importations pour son ravitaillement. Etant donné l'éloignement de ce territoire par rapport au continent et l'irrégularité des services de transport maritime à destination de Sao Tomé-et-Principe ainsi qu'entre les principales îles, la sécurité alimentaire pose un grave problème. Ces dernières années, le gouvernement a bénéficié d'une aide alimentaire dont le produit est versé à un compte spécial qu'il a créé dans le cadre de sa politique générale pour financer des projets de développement approuvés par les donateurs.

A. Aide alimentaire en 1978

23. En 1978, la France, la Communauté économique européenne (CEE) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont fourni près de 2 226 tonnes d'aide alimentaire à Sao Tomé-et-Principe. L'aide du PAM s'est jusqu'à présent limitée à subvenir aux besoins des groupes défavorisés.

24. Le tableau suivant indique les quantités d'aide alimentaire reçues en 1978 :

Tableau 3

Aide alimentaire reçue en 1978

(En tonnes)

Farine de blé	1 162	(CEE - 400; France - 662, PAM - 100)
Farine de maïs	150	(PAM - 150)
Lait en poudre	120	(CEE - 50; Conseil oecuménique des églises - 20; PAM - 50)
Riz	414	(CEE - 414)
Beurre fondu	200	(CEE - 200)
Fromage	30	(CEE - 30)
Poisson en conserve	50	(PAM - 50)
Haricots	50	(PAM - 50)
Huile comestible	50	(PAM - 50)

B. Besoins alimentaires pour 1979

25. En 1979 et au début de 1980, Sao Tomé-et-Principe devra importer des quantités supplémentaires d'aliments. En 1978, le pays a souffert d'une sécheresse qui a duré six mois et a sérieusement réduit la production agricole. Une forte baisse a été

/...

enregistrée dans la production de maïs, de haricots, de patates, importantes cultures de subsistance du pays. De plus, une épidémie de peste porcine africaine a éclaté en mars 1979. Ce virus contre lequel il n'existe pas de vaccin n'était encore jamais apparu à Sao Tomé-et-Principe et l'épidémie constitue une menace particulièrement grave pour la production locale. Ces dernières années, le gouvernement a fait un effort majeur pour développer l'élevage et plusieurs grands troupeaux sont élevés dans des fermes d'Etat. L'épidémie a éclaté dans l'une des plus grandes de ces exploitations à proximité de la capitale. En outre, la plupart des familles élèvent des porcs, source de protéines et élément important de la production de subsistance.

26. La plupart des porcs qu'élèvent les familles dans le secteur de subsistance sont laissés en liberté et sont, de ce fait, particulièrement vulnérables à toute épidémie de peste porcine africaine. De plus, des milliers de porcs sauvages vivent dans la brousse, dans l'ensemble du pays. Si ces animaux sont infectés, le virus pourra non seulement se propager dans tout le pays mais probablement constituer un foyer de maladie endémique mettant en danger tout programme ultérieur de développement de la production porcine. Aucun vaccin n'ayant encore été découvert, on ne peut recourir, pour lutter contre cette maladie, qu'à l'abattage et à l'incinération de tous les animaux malades.

27. Dès que l'épidémie a été identifiée, le gouvernement a pris de strictes mesures pour contrôler le transport et l'abattage des porcs et a interdit toute importation ou exportation de charcuterie. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a immédiatement pris des dispositions pour qu'un expert se rende à Sao Tomé-et-Principe et aide à l'organisation et à l'application d'une quarantaine et de mesures de lutte.

28. On ne sait pas encore dans quelle proportion la population porcine devra être détruite. Le gouvernement élabore actuellement un programme visant à venir en aide aux familles à faible revenu dont les animaux doivent être abattus et détruits. On ne sait pas non plus de combien de nouveaux reproducteurs on aura besoin dans l'ensemble du pays. Bien que l'on espère pouvoir limiter la propagation du virus par de strictes mesures de lutte, les problèmes inhérents à cette lutte se trouvent toutefois accrus par l'absence de tout laboratoire qui pourrait analyser les tissus et dépister les animaux atteints. Une aide dans ce domaine s'avère particulièrement urgente.

29. Si une portion considérable de la population porcine doit être détruite, il sera nécessaire d'importer des quantités supplémentaires d'aliments protéiques. Dans une certaine mesure, la situation dépendra du succès des mesures de lutte prises par le gouvernement. Les effets d'une épidémie désastreuse n'ont toutefois pas encore été pris en compte dans l'évaluation des quantités d'aliments qu'il faudra importer en 1979.

30. Le tableau suivant indique les quantités des principaux aliments qu'il faudra importer en 1979. Au total, près de 11 100 tonnes seront nécessaires. Jusqu'à présent, le seul engagement ferme de fourniture d'aide alimentaire reçu pour 1979 concerne 920 tonnes offertes par le PAM pour aider les groupes défavorisés. Etant donné les circonstances, Sao Tomé-et-Principe requiert d'urgence une aide supplémentaire.

/...

Tableau 4

Quantité d'aliments à importer en 1979

(En tonnes)

Riz	2 400
Sucre	1 400
Haricots	1 200
Boeuf	250
Lait (en poudre et en boîte)	200
Farine de blé	3 100
Farine de maïs	1 000
Sel	1 000
Poisson et viandes en conserve	250
Huile comestible	300

IV. EXECUTION DES PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE
 ECONOMIQUE - ETAT D'AVANCEMENT

Assistance internationale

31. Sao Tomé-et-Principe bénéficie à l'heure actuelle d'une assistance bilatérale et multilatérale de diverses origines. Les principales sources d'assistance, ainsi que les secteurs et domaines dans lesquels cette assistance est accordée, sont indiqués dans l'appendice 1 ci-après fourni par le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe.

Programme spécial d'assistance

32. Dans le rapport du Secrétaire général (A/33/120, annexe, sect. III), le montant total du programme d'assistance recommandé s'élevait à 21 385 000 dollars. Le tableau ci-après indique la répartition de cette assistance.

Tableau 5

Répartition de l'assistance

	Dépenses d'équi- pement et de fonctionnement	Personnel de coopération technique	Bourses de formation
	(En milliers de dollars)	(Mois/personne)	
Agriculture, sylviculture et pêche	1 275	254	60
Industrie	2 650	253	36
Ressources minérales et autres ressources naturelles	1 200	45	-
Transports	11 855	96	189
Education et formation	1 275	432	-
Santé	1 300	-	-
Développement social	280	-	-
Logement et urbanification	1 550	42	-
Total	21 385	1 122	285

33. Le programme d'assistance recommandé portait sur 48 projets a/ dont 17 seulement ont été financés, en tout ou en partie, par la communauté internationale.

Etat d'avancement des projets

34. On trouvera ci-après un rapide aperçu de l'état d'avancement des projets figurant dans le rapport principal :

Tableau 6

Rapide aperçu de l'état d'avancement des projets

Projet	Observations
A-6 Motorisation des bateaux de pêche et amélioration des méthodes de pêche	Partiellement financé; une assistance supplémentaire est nécessaire
1-1 d) Usine d'huile végétale, y compris le raffinage et la production de margarine et de savon	Assistance préliminaire obtenue
e) Usine de jus de fruits	Assistance préliminaire obtenue
1-3 Réseau national d'entretien et de réparation	Assistance préliminaire obtenue
1-4 Fabrique de briques, de tuiles et de céramiques	Etude de faisabilité achevée; financement nécessaire
1-6 Conserverie de poissons et production de farine de poisson	Nouveau projet
M-5 Energie hydro-électrique	Assistance partielle obtenue de la Chine
T-2 Aéroport de Principe : amélioration de la piste	Etude de faisabilité achevée; financement nécessaire
T-4 Autres formes de développement de l'aviation civile	Assistance partielle obtenue du Portugal et du PNUD
T-5 Mise en place du Service national de météorologie	Aide de la France, du Portugal et du PNUD
T-13 Prolongation de la route est-ouest	Reporté

a/ Pour la liste des projets, voir A/33/120, annexe, appendice.

Projet	Observations
7-14 Matériel de construction pour le Département des travaux publics	Assistance partielle obtenue de la CEE
E-1 Ecoles primaires	Assistance partielle obtenue de la CEE
E-4 Equipements sportifs	Assistance partielle obtenue de la République démocratique allemande
E-5 Institut de formation technique	Assistance préliminaire
H-1 Bâtiment et matériel pour les centres de santé et les postes sanitaires	Assistance partielle obtenue de la République démocratique allemande et de la CEE
H-2 Etude du projet relatif à l'hôpital central	Assistance partielle obtenue de la Suède et de la CEE
H-4 Ambulances	Assistance partielle obtenue de la République démocratique allemande, de la Suède et de la CEE
L-1 Etude globale sur le logement	Assistance partielle obtenue de la Suède
L-2 Plan de développement urbain	Assistance obtenue de la Suède
L-3 Développement du système urbain d'approvisionnement en eau	Assistance obtenue de la Suède

35. On trouvera décrit à l'appendice II ~~ci-après~~ chacun de ces projets.

/...

APPENDICE I

Etat de l'assistance internationale à Sao Tomé-et-Principe
en avril 1979

1. Sao Tomé-et-Principe a reçu une assistance internationale dans le cadre de divers programmes bilatéraux et multilatéraux. Le présent document, qui a été établi par le gouvernement, indique les principales sources d'assistance et les principaux secteurs qui en ont bénéficié.

A. Assistance bilatérale

2. Les sources d'assistance bilatérale sont les suivantes:

Union des Républiques socialistes soviétiques : Ce pays fournit une assistance technique dans un certain nombre de domaines et exécute un programme de coopération scientifique et culturelle ainsi qu'un programme de radiodiffusion.

France : Ce pays fournit une assistance technique ainsi qu'une aide alimentaire et est actif dans le domaine de la coopération culturelle.

République populaire démocratique de Corée : Ce pays fournit une assistance économique et technique dans divers domaines.

Pays-Bas : Ce pays fournit une assistance technique principalement dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

Portugal : Ce pays fournit une assistance dans un certain nombre de secteurs et en particulier dans le domaine de l'éducation.

République démocratique allemande : Ce pays fournit une assistance technique et financière dans un certain nombre de secteurs et a notamment construit une maternité entièrement équipée.

Chine : Ce pays fournit une assistance technique dans le domaine de la santé, de l'énergie électrique et de l'infrastructure générale. Un prêt destiné à soutenir la balance des paiements a également été négocié avec ce pays.

Suède : Ce pays fournit une assistance technique et contribue à la réalisation de projets, en particulier dans les domaines de la santé et de l'urbanisme.

Cuba : Ce pays fournit une assistance économique et technique dans divers domaines.

Algérie : Ce pays fournit une assistance dans le domaine des communications.

Suisse : Ce pays fournit une aide au développement et une assistance humanitaire par l'intermédiaire du Conseil oecuménique des églises.

/...

Angola : Ce pays fournit une assistance technique et financière pour le développement de l'élevage des volailles.

Etats-Unis d'Amérique : Ce pays fournit une assistance technique dans le domaine de l'agriculture.

B. Assistance multilatérale

3. Une assistance multilatérale est fournie par la CEE (agriculture, santé, transports, communications, éducation, développement industriel et aide alimentaire), par la BAD (bâtiment, transports, communications et agriculture) et par le système des Nations Unies par l'intermédiaire du PNUD (éducation, formation, agriculture, météorologie et administration publique), du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (recensement de la population), du PAM (assistance aux groupes vulnérables), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) (santé et éducation), de la FAO (engrais, insecticides et assistance technique), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (assistance matérielle et technique pour l'éradication du paludisme), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (assistance technique) et de l'Union postale universelle (assistance technique).

4. Une assistance limitée a également été fournie à Sao Tomé-et-Principe par diverses organisations non gouvernementales. Toutefois, deux d'entre elles seulement - le Conseil œcuménique des églises, qui fournit une assistance humanitaire, et le Programme des Volontaires des Nations Unies qui fournit des enseignants et des médecins - sont encore actives dans ce domaine.

APPENDICE II

Description des projets de développement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
A. Agriculture, élevage et pêche	1 - 7
B. Industrie	8 - 14
C. Ressources minérales et autres ressources naturelles	15 - 20
D. Transports	21 - 32
E. Education et formation	33 - 39
F. Services de santé	40 - 46
G. Développement social	47 - 49
H. Logement et développement urbain	50 - 53

/...

A. Agriculture, élevage et pêche

1. Lors de son accession à l'indépendance, Sao Tomé-et-Principe a hérité d'un secteur agricole caractérisé par de grandes plantations produisant des cultures commerciales destinées à l'exportation; en raison du sous-développement extrême des autres activités agricoles, le pays s'est vu obligé d'importer des produits alimentaires. En conséquence, le gouvernement s'est fixé pour priorité d'accroître le revenu national provenant de l'agriculture et de réduire sa dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. Le secteur de la pêche est également relativement sous-développé dans le pays et on a l'intention d'accroître de façon rationnelle l'exploitation des ressources halieutiques.

Projets

A-1 Bananeraies pilotes

2. Ce projet contribuera à diversifier les cultures d'exportation tout en assurant une production vivrière. Dans ces plantations pilotes, qui couvriront 100 hectares, diverses variétés de bananes seront expérimentées en vue de sélectionner celles qui seraient adaptées à l'exportation, des pépinières seront créées et du personnel de vulgarisation sera formé. On aurait besoin d'une assistance technique, de bourses ainsi que de matériel et de fournitures pour une valeur de 420 000 dollars.

A-2 Développement de l'élevage

3. Avant d'entreprendre un programme global de développement de l'élevage, on envisage de procéder à un recensement du cheptel et à une campagne de vaccination du bétail contre la tuberculose, d'effectuer un inventaire du fourrage et des autres sources d'aliments pour animaux, d'élaborer un programme d'élevage porcin intensif et de former le personnel et d'organiser les services gouvernementaux nécessaires pour le développement de l'élevage. On aurait besoin d'une assistance technique, de bourses, de porcs reproducteurs, ainsi que de matériel et de fournitures pour un montant de 110 000 dollars.

A-3 Recensement agricole

4. Ce recensement devrait fournir les données de base nécessaires pour planifier le développement de l'agriculture et également contribuer au renforcement général des services statistiques dans le pays. Bien qu'il soit prévu de réutiliser une partie du matériel dont on se sert actuellement pour le recensement de la population, une assistance considérable sera nécessaire pour mettre au point, organiser, et réaliser ce recensement. On estime qu'il faudra faire appel à un statisticien agricole pendant un an ainsi qu'à des consultants engagés pour des périodes de courte durée et qu'en outre on aura besoin de matériel pour une valeur de 20 000 dollars.

A-4 Inventaire des ressources forestières

5. Le gouvernement a décidé de remettre à plus tard l'exécution de ce projet afin de pouvoir en entreprendre d'autres auxquels il accorde un rang de priorité plus élevé.

/...

A-5 Développement de la pêche

6. Pour l'exécution de ce projet, dont l'objectif est de fournir une aide pour l'organisation et la gestion des entreprises de pêche, de fournir des avis consultatifs sur la législation internationale relative à la pêche et de former du personnel, on aura besoin de services consultatifs pendant deux ans et de services de consultants pour des périodes de courte durée (14 mois de travail environ) ainsi que de matériel pour une valeur de 25 000 dollars. On aura également besoin d'un bateau de pêche de 250 tonnes muni d'une drague et de l'assistance technique nécessaire pour le mettre en service.

A-6 Motorisation des bateaux de pêche et amélioration des méthodes de pêche

7. Une assistance a été fournie par la CEE pour la motorisation de 300 bateaux de pêche. Il est nécessaire de continuer à fournir une assistance technique (un conseiller en matière de pêche ainsi qu'un mécanicien d'entretien expérimenté, les deux pendant deux ans) pour assurer la bonne gestion de ce matériel et dispenser une formation appropriée pour son utilisation.

B. Industrie

8. Les industries de transformation sont pratiquement inexistantes. Le gouvernement a fixé comme priorité dans ce secteur de créer plusieurs usines agro-industrielles, soit pour satisfaire des besoins locaux, soit pour transformer les produits agricoles d'exportation et en accroître ainsi la valeur. Etant donné le manque d'expérience du pays dans ce domaine, il sera nécessaire de lui fournir une assistance en matière de planification, de gestion de base et de formation ainsi qu'une assistance financière pour développer ce secteur.

Projets

I-1 Groupe de développement industriel

9. Il est envisagé de créer un petit groupe de développement industriel composé de deux équipes internationales. Pour mettre sur pied la première de ces équipes, qui serait chargée de définir, de concevoir et d'évaluer des projets industriels, il faudrait faire appel à des experts internationaux (50 mois de travail répartis sur plus de trois ans) et on aurait besoin de bourses et de matériel pour une valeur de 22 000 dollars. Pour la deuxième équipe, qui commencerait à travailler un peu plus tard, il faudrait également faire appel à des experts internationaux (84 mois de travail) et on aurait besoin de bourses et de matériel pour une valeur de 38 000 dollars. Ce groupe serait chargé de s'occuper des projets industriels suivants que le gouvernement a l'intention de mettre en oeuvre :

a) Extension de la brasserie existante : Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à ce projet pour lequel on aurait besoin d'une assistance pour procéder à une étude de réalisation et financer les investissements nécessaires.

b) Usine d'eau minérale et d'eau de table : On aurait également besoin d'une assistance pour réaliser des études et obtenir les investissements nécessaires pour ce projet qui constituerait une extension de la brasserie.

/...

c) Usine de poudre et de beurre de cacao. La production mensuelle de cette usine serait de 40 à 80 tonnes; on aurait besoin d'une assistance pour réaliser des études et financer les investissements nécessaires.

d) Usine d'huile végétale, y compris raffinage et production de margarine et de savon : Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à ce projet qui fait actuellement l'objet d'une étude préliminaire réalisée avec l'assistance de l'ONUDI; on aurait besoin d'une assistance supplémentaire pour l'étude de faisabilité définitive et pour le financement du projet.

e) Usine de jus de fruits : Une étude technique a déjà été réalisée, mais il faudrait encore procéder à d'autres études et obtenir des fonds supplémentaires pour le financement du projet.

f) Usine de torréfaction et d'emballage du café : Une assistance serait requise pour procéder à des études et financer les investissements nécessaires.

g) Modernisation et développement de la production de sel (par évaporation de l'eau de mer); et

h) Usine d'aliments pour animaux : Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à ces deux derniers projets, pour lesquels il faudrait réaliser des études et obtenir une assistance financière.

I-2 Zone industrielle

10. Afin de réduire les frais d'installation de l'infrastructure industrielle, il est envisagé de créer une zone industrielle à proximité de la ville de Sao Tomé. Une assistance technique serait nécessaire pour procéder au choix de l'emplacement de cette zone (compte tenu des études d'urbanisme entreprises dans le cadre du projet I-2) ainsi que pour en dresser le plan et prévoir les services qui devront y être installés.

I-3 Réseau national d'entretien et de réparation

11. Etant donné que la plupart des grandes plantations héritées de l'époque coloniale avaient leurs propres ateliers, les installations de réparation et d'entretien sont dispersées et ces services sont difficiles à assurer. En conséquence, pour remédier à cette situation, il est envisagé de créer un organisme regroupant un atelier central et quatre ateliers régionaux. Pour réaliser ce projet, dont l'exécution durera plus de quatre ans, on aura besoin d'un montant de 2 millions de dollars pour financer les travaux de construction et l'achat du matériel et des pièces détachées ainsi que de personnel de coopération technique (138 mois de travail). La BAD a fourni une assistance pour la réalisation d'une étude préliminaire, mais on n'a toujours pas obtenu les fonds nécessaires pour assurer le financement du projet.

/...

I-4 Fabrique de briques, de tuiles et de céramique

12. Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à ce projet, dont l'objectif serait d'accroître la capacité de production actuelle et d'élargir la gamme de produits offerts sur le marché de manière à faire face à l'accroissement de la demande locale. On est actuellement en train de réaliser une étude de faisabilité avec l'assistance de la République démocratique allemande, mais on aurait besoin d'investissements initiaux pour une valeur d'environ 200 000 dollars et d'une assistance technique pour l'implantation et la mise en route de la fabrique.

I-5 Amélioration du sciage et de l'utilisation du bois

13. Etant donné les besoins urgents de matériaux de construction, il est très important d'améliorer l'efficacité des scieries, de choisir un système de séchage du bois et de fournir des conseils aux techniciens du bâtiment. Dans l'immédiat, on aurait besoin pendant six mois des services d'un spécialiste du traitement et de l'utilisation des bois tropicaux, ainsi que de matériel pour une valeur de 12 000 dollars.

Nouveau projet I-6 Production de conserves et de poudre de poisson

14. Une assistance technique et financière sera nécessaire pour ce projet qui a été proposé par un consultant de l'ONUDI, une fois qu'on aura les résultats d'une étude régionale sur les ressources halieutiques actuellement réalisée avec l'assistance de la CEE.

C. Ressources minérales et autres ressources naturelles

15. Avant d'entreprendre des activités de prospection systématique des minéraux et de réaliser des études sur les ressources hydrauliques, il faudrait mettre à jour les levés topographiques et géologiques du pays. Le gouvernement souhaiterait également reprendre la prospection du pétrole.

Projets

M-1 Renseignements topographiques

16. Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à ce projet qui est indispensable pour la réalisation de levés géologiques et la prospection des minéraux ainsi que pour l'établissement du plan national d'utilisation des sols que le gouvernement souhaite achever le plus tôt possible. Une assistance est nécessaire pour la réalisation de deux séries de photographies aériennes au 20:000, l'une panchromatique et l'autre à infrarouge; le coût du levé aérien et du tirage des photographies est estimé à 200 000 dollars.

M-2 Renseignements géologiques

17. Les cartes actuellement disponibles étant très incomplètes et rudimentaires, on effectuera un levé photogéologique sur la base de la documentation qui aura été établie pour le projet M-1 et de travaux complémentaires au sol, en vue d'établir un jeu de cartes géologiques; le coût de ce projet est estimé à 200 000 dollars.

/...

M-3 Prospection des ressources minérales

18. Une fois terminé le projet M-2, on pourra envisager de procéder à une prospection systématique des ressources minérales consistant essentiellement en une étude des dépôts alluviaux et des sédiments d'écoulement. Ces travaux dureraient approximativement deux ans et coûteraient environ 700 000 dollars.

M-4 Prospection pétrolière

19. Le gouvernement a l'intention de renégocier les concessions pétrolières accordées avant l'indépendance qui sont arrivées à expiration et souhaiterait obtenir l'assistance d'experts pour cette tâche. Le coût de cette assistance a été estimé provisoirement à 70 000 dollars.

M-5 Energie hydro-électrique

20. Une étude sur les ressources hydrauliques du bassin du Rio Abade a été réalisée avec l'assistance de la Chine. Le gouvernement souhaiterait maintenant entreprendre une étude d'ensemble des ressources hydrauliques.

D. Transports

21. Le gouvernement accorde un rang de priorité élevé au développement de ce secteur compte tenu de la nécessité de faire sortir le pays de son isolement et de réduire le handicap logistique et économique que représente la distance de 150 km qui sépare les deux îles. A cet égard, il est urgent d'apporter des améliorations aux installations et au matériel de transport aérien et maritime.

Projets

T-1 Allongement de la piste de l'aéroport de Sao Tomé

22. La BAD a accepté de financer une étude de réalisation en vue de refaire le revêtement de la piste et d'en porter la longueur à 2 850 mètres, ce qui permettrait de recevoir des appareils ayant un rayon d'action plus important et de réduire ainsi l'isolement du pays. On aurait besoin d'un montant de 1,5 million de dollars pour financer les investissements nécessaires.

T-2 Amélioration de la piste de l'aéroport de Principe

23. Il faudrait refaire d'urgence le revêtement de cette piste et l'équiper d'un système de balisage. La BAD finance l'étude de réalisation mais on aurait besoin d'un montant supplémentaire de 400 000 dollars pour financer les investissements nécessaires.

T-3 Achat d'un avion

24. La décision de vendre et de remplacer l'appareil actuellement en service pour assurer la liaison entre les îles et, éventuellement, avec le continent, qui avait été mentionnée dans le rapport principal, a maintenant été prise et une assistance extérieure est nécessaire au financement de cette opération.

/...

T-4 Autres formes de développement de l'aviation civile

25. Un programme général en ce domaine a été établi avec l'aide de l'Organisation de l'aviation civile internationale; il prévoit le balisage de la piste et d'autres aménagements à l'aéroport de Sao Tomé, ainsi que la formation de pilotes et d'autres formes de coopération technique. Avec l'assistance du Portugal, les installations de l'aéroport sont en cours d'amélioration et la piste de l'aéroport de Sao Tomé est prolongée de 210 m, à titre de mesure temporaire, en attendant la réalisation du projet T-1; deux pilotes ont été formés avec l'aide du PNUD. Un complément de matériel, un nouvel apport de coopération technique et davantage de bourses d'études sont encore nécessaires.

T-5 Mise en place du Service national de météorologie

26. Les besoins d'assistance en ce domaine ont été satisfaits grâce à la coopération technique du Portugal, au financement du matériel par la France, prévu dans un proche avenir; enfin à la coopération et à l'assistance techniques fournies par un projet bénéficiant du financement du PNUD.

T-6 Navire de 300 tonnes pour les transports côtiers et la liaison entre les îles

T-7 Cargo de type classique de 1 500 tonnes

T-8 Allège à moteur de 250 tonnes

T-9 Allège à moteur de 150 tonnes

27. Le gouvernement donne priorité à l'achat de tous ces navires. Le navire de 300 tonnes servirait au transport des passagers et des marchandises entre les deux îles et vers les pays voisins; le coût estimatif en est d'un million de dollars. Le cargo de 1 500 tonnes assurerait la liaison entre Sao Tomé et d'autres ports africains et européens, servant au transport des importantes exportations agricoles du pays et de ses importations, qui représentent 30 000 tonnes par an; le coût estimatif de ce projet s'élève à 2 millions de dollars. Les allèges de 250 tonnes et de 150 tonnes sont nécessaires à Sao Tomé-et-Principe respectivement pour faciliter le chargement et le déchargement des navires dans ces ports en eau peu profonde; le coût estimatif de ces deux projets est de 585 000 et 370 000 dollars respectivement.

T-10 Construction d'un nouveau port à Santo Antonio (Principe)

28. On envisage l'aménagement d'un nouveau port, qui serait équipé d'une jetée de 200 m permettant l'amarrage du navire assurant la liaison entre les îles et de bateaux de pêche. La CEE a accepté de financer une étude relative à l'aménagement des installations portuaires de Principe. Le coût estimatif provisoire de ce port se monte à 2 millions de dollars.

/...

T-11 Chariots élévateurs à fourches pour la manutention dans les ports

29. Etant donné les difficultés que présente actuellement la manutention dans les ports de Sao-Tomé et de Principe, qui ne disposent encore que d'un matériel insuffisant, l'acquisition de ces cinq chariots est classée comme prioritaire; le coût total en est d'environ 125 000 dollars.

T-12 Coopération technique dans le domaine du développement des transports maritimes

30. L'assistance d'experts est nécessaire dans les domaines de la gestion et des opérations d'affrètement, du génie civil et de la construction portuaire, du droit maritime ainsi que dans d'autres domaines. Le total de cette assistance est de 36 mois/personne.

T-13 Prolongation de la route est-ouest

31. Afin de pouvoir entreprendre les projets auxquels il attribue une plus haute priorité, le gouvernement a différé l'exécution de ce projet.

T-14 Matériel de construction pour le Département des travaux publics

32. Le Département des travaux publics est actuellement le seul organisme effectuant des travaux de construction dans le pays. Ses activités s'exercent dans tous les types de construction, mais il manque du matériel approprié, tel que décapeuses, bulldozers, rouleaux compresseurs, camions, grues mobiles et bétonnières. La CEE a fourni du matériel destiné à la construction de routes à Principe, représentant une valeur de 375 000 dollars. Le solde de l'assistance nécessaire représente 1,4 million de dollars.

E. Education et formation

33. Le gouvernement attache une grande importance à l'amélioration du système d'enseignement. L'enseignement est maintenant gratuit aux niveaux primaire et secondaire, mais le nombre de salles de classe, l'équipement et le matériel d'enseignement, ainsi que l'effectif des enseignants qualifiés, sont très insuffisants.

Projets

E-1 Ecoles primaires

34. L'insuffisance du nombre de salles de classe dans l'enseignement primaire a obligé à accueillir dans les mêmes salles trois groupes d'élèves par jour, chaque élève ne bénéficiant que de trois heures de cours. Pour remédier à cette situation, il faudrait construire 200 salles de classe. La CEE fournit une aide

d'environ 240 000 dollars destinée à construire 10 à 15 salles de classe dans les zones rurales, mais une assistance complémentaire importante demeure nécessaire. Pour fournir dans une première phase 100 salles de classe et les installations connexes, le coût du matériel et des fournitures nécessaires est estimé à 700 000 dollars.

E-2 Ecoles préparatoires et secondaires

35. A l'heure actuelle, les îles ne disposent que d'une école préparatoire et d'un établissement secondaire, où l'on est contraint de dispenser l'enseignement à deux groupes d'élèves en alternance. La construction, en un premier temps, de trois nouvelles écoles préparatoires, deux pouvant accueillir 1 000 élèves et la troisième 500, reviendrait à un coût estimatif de 550 000 dollars. Les écoles souffrent d'une pénurie aiguë de matériels d'enseignement. Les besoins les plus urgents en ce domaine pourraient être couverts par une aide de 10 000 dollars.

E-3 Enseignants et administrateurs des écoles préparatoires et secondaires

36. Le pays dispose d'enseignants à ces niveaux grâce à l'aide de Cuba et du Portugal; en outre, grâce à l'Organisation des Nations Unies, un groupe de volontaires brésiliens viendront d'ici peu renforcer les effectifs. Toutefois, le pays a encore besoin, dans le cadre de l'assistance, de cinq enseignants de langue portugaise, dont deux assureraient des fonctions administratives, ainsi que de professeurs de langues (quatre anglophones et trois francophones).

E-4 Equipements sportifs

37. Une liste complète des équipements sportifs nécessaires figure dans la pièce jointe No 1 du rapport principal. Ces besoins ont été partiellement couverts grâce à l'assistance de la République démocratique allemande.

E-5 Institut de formation technique

38. Il existe un besoin urgent de formation technique à presque tous les niveaux dans la quasi-totalité des secteurs; pour répondre à ces besoins, le gouvernement se propose de créer un institut général de formation technique. La France s'est intéressée à ce projet et a préparé une étude qui sera prochainement soumise au gouvernement.

Bourses d'enseignement supérieur

39. Sao Tomé et Principe devra continuer à compter sur les établissements d'enseignement supérieur étrangers. Un nombre considérable de bourses a été accordé grâce à des dons bilatéraux et multilatéraux, mais l'assistance en ce domaine demeurera nécessaire pendant de nombreuses années.

F. Services de santé

40. Le gouvernement a l'intention de créer une structure complète de services de santé comprenant des hôpitaux, des centres de santé de district, des centres de santé urbains et ruraux, des postes sanitaires et des centres de soins communautaires. On utilisera largement les bâtiments existants, y compris ceux rattachés autrefois aux plantations, mais il sera nécessaire d'en construire de nombreux autres et d'obtenir du matériel et du personnel en conséquence.

Projets

H-1 Bâtiments et matériel pour les centres de santé et les postes sanitaires

41. La nouvelle structure des services de santé exigera la construction de 14 nouvelles installations (centres de santé ruraux et urbains et postes sanitaires) et l'agrandissement et/ou la réfection de 25 existantes. Une première phase, comprenant la construction et l'équipement de quatre nouveaux postes sanitaires et l'agrandissement et/ou la réfection et l'équipement de quatre postes sanitaires, de quatre centres de santé urbains, de cinq centres de santé ruraux et de trois centres de santé de district existants, aurait un coût estimatif de 650 000 dollars. Une maternité de 30 lits, au centre de santé de district de Rio de Ouro, a été réparée et équipée avec l'aide de la République démocratique allemande, dans le cadre du présent programme. La CEE a fourni son assistance pour la réfection de l'hôpital de Principe.

H-2 Etude du projet relatif à l'Hôpital central

42. D'importants travaux de rénovation sont nécessaires à l'Hôpital central de Sao Tomé. La réfection de la buanderie et la construction d'un réfectoire et d'une cuisine pour le personnel hospitalier ont été entreprises avec l'assistance de la CEE; la construction d'une nouvelle aile qui abritera la maternité est financée par la Suède. Toutefois, une étude de projet complète est encore nécessaire et le coût en est estimé à 100 000 dollars.

H-3 Véhicules et équipements pour le Département de l'assainissement

43. Pour s'acquitter de sa tâche efficacement, le Département a besoin de six camions pour l'enlèvement des ordures, d'autres véhicules et de matériel divers, dont le coût total est estimé à environ 230 000 dollars.

H-4 Ambulances

44. Au lieu de fournir une ambulance pour chaque groupe sanitaire, il est proposé de créer un service d'ambulances radio pour l'ensemble du système. Quatre ambulances ont été fournies grâce à l'assistance internationale, dont trois

respectivement par la République démocratique allemande, la Suède et la CEE. Neuf autres ambulances sont nécessaires, ainsi que le matériel des stations radio centrales de régulation.

H-5 Véhicules et autres fournitures pour la campagne d'éradication du paludisme

45. Une assistance immédiate, au titre de ce programme portant sur une période de huit ans, est demandée pour l'achat de véhicules, de médicaments et d'insecticides, à un coût total de 198 000 dollars.

H-6 Revue et ouvrages médicaux

46. Le Ministère de la santé manque cruellement d'ouvrages médicaux de référence et de revues médicales. Une modeste liste de ces publications figure dans la pièce jointe No 3 du rapport principal; le coût des ouvrages y figurant représenterait probablement moins de 2 000 dollars.

G. Développement social

47. Le gouvernement souhaite améliorer les services sociaux assurés aux jeunes enfants et aux personnes âgées. Il envisage d'agrandir et d'améliorer les crèches et les jardins d'enfants - beaucoup de crèches se trouvent sur les plantations où elles accueillent les enfants âgés de moins de deux ans dont les mères travaillent - ainsi que l'asile pour les personnes âgées de Sao Tomé.

Projets

S-1 Crèches et jardins d'enfants

48. On pense que certains de ces établissements seront fournis dans le cadre du projet E-1, mais une assistance est nécessaire pour en agrandir et équiper 58 autres et pour ouvrir six nouvelles crèches en zone urbaine, première phase d'un programme plus ambitieux dont le coût estimatif est de 250 000 dollars.

S-2 Asile de vieillards

49. Cet asile héberge dans des conditions modestes des personnes âgées sans famille; d'autres figurent sur la liste d'attente de l'établissement. Le coût de l'agrandissement et de l'amélioration de cet asile, envisagés par le gouvernement, serait de l'ordre de 30 000 dollars.

H. Logement et développement urbain

50. Le gouvernement estime que, à titre de première mesure destinée à pallier la grave pénurie de logements et à résoudre les problèmes de développement urbain du pays, des études globales devraient être entreprises. L'amélioration du logement et des infrastructures connexes pourrait alors être poursuivie de manière systématique.

Projets

L-1 Etude globale sur le logement

51. En vue d'élaborer un programme d'action destiné à pallier la pénurie des logements et à améliorer le niveau général des habitations, une étude qui couvrirait les aspects technique, financier, social et organisationnel du problème est nécessaire. L'étude actuellement entreprise avec l'aide de la Suède dans le cadre du projet L-2 recouvre certains de ces domaines, mais une assistance technique complémentaire est nécessaire pour la compléter.

L-2 Plan de développement urbain

L-3 Développement du système urbain d'approvisionnement en eau

52. La Suède a prêté son assistance à l'élaboration d'un plan directeur pour l'aménagement de la ville de Sao Tomé et d'autres zones urbaines. Une aide suédoise a également été fournie pour une étude des réseaux de distribution d'eau des zones urbaines et des améliorations proposées. Plusieurs projets d'investissement seront probablement établis à la suite de ces études.

L-4 Logements pour le personnel de coopération technique

53. Il existe une grave pénurie de logements pour le personnel de coopération technique, ce qui compromet l'exécution du programme d'assistance dans sa totalité. Pour apporter au problème une solution rapide, supposant la fourniture de 100 maisons préfabriquées de dimension modeste, au prix unitaire de 15 000 dollars, on aurait besoin de 1,5 million de dollars.
